

# La menace du dérèglement climatique plane aussi sur les cabanes vaudoises

**Haute montagne** Le réchauffement menace l’approvisionnement en eau des refuges alpins comme celui de Pierredar. Une motion au Grand Conseil demande un soutien pour ces infrastructures.

**Maude Benoît**

«On se rend bien compte de l’impact du dérèglement climatique sur les cabanes de montagne, explique le veveysan Jean Schaer, qui, du haut de ses 70 ans, à l’habitude d’arpenter les Alpes. Pour certaines, on se demande encore combien de temps elles seront fonctionnelles.» Manque d’eau, hausse des risques naturels, altération du paysage... Nombreux sont les refuges qui doivent s’adapter rapidement au changement climatique.

Le Club alpin suisse (CAS) estime que ses cabanes devront investir entre 20 et 25 millions de francs par année d’ici à 2040. «Ces coûts supplémentaires peuvent difficilement reposer uniquement sur les sections propriétaires, les bénévoles, les gardiens et les usagers», relève la Verte Valérie Zonca dans une motion déposée au Grand Conseil et soutenue par des députés de tous bords. Le texte demande un renforcement de l’aide cantonale aux cabanes vaudoises. Brièvement présentée mardi devant le Grand Conseil, la motion a été renvoyée en commission, qui étudiera la suite à lui donner.

## Un refuge menacé dans le massif des Diablerets

«Sans eau, les cabanes ne peuvent pas fonctionner», relève Paul-Henri Vallotton, président du Club de Pierredar. Et pour le refuge du même nom, situé à 2300 m d’altitude dans le massif des Diablerets, la situation est urgente. Le névé qui alimente le refuge en eau, ne cesse de reculer.

Pour l’heure, l’approvisionnement repose sur un captage datant de 1994. «On pourrait aller chercher l’eau au glacier de Prapio, mais cela coûterait cher, explique le président du



Le refuge de Pierredar, situé à 2300 mètres d’altitude dans le massif des Diablerets, dépend d’un névé en amont pour son approvisionnement en eau. Le hic: celui-ci ne cesse de reculer à cause de dérèglement climatique. 

club. De plus, à mesure que le glacier fond, l’eau est plus sablonneuse. Il faudrait donc encore investir pour la traiter». Pour réduire sa dépendance au glacier, le refuge Pierredar – déjà équipé de panneaux photovoltaïques – a récemment installé des toilettes sèches. Avant cela, les sanitaires représentaient deux tiers de la consommation d’eau du site.

Un projet à 85’000 francs. Si les finances du refuge se portent bien – grâce aux contributions des visiteurs, aux cotisations des 400 membres et à leur travail bénévole –, l’investissement reste lourd. Et ce n’est pas fini: «Nous allons devoir nous pencher sur

le tiers restant, peut-être un système de récupération des eaux de pluie», réfléchit tout haut Paul-Henri Vallotton.

Le refuge de Pierredar, en revanche, n’est pas directement menacé par la fonte du pergélisol – ce sol gelé en profondeur qui conditionne la stabilité des fondations de nombreuses cabanes. Situé sur une surface plane, il échappe à ce phénomène. Les cabanes touchées, elles, doivent repenser leurs infrastructures en optant pour des constructions innovantes, comme l’a montré une étude de l’Université de Lausanne.

Il n’y a pas que les cabanes: les chemins d’accès aussi sont menacés. Si les cantons sont

généralement responsables de leur entretien, certaines tâches reviennent aux communes ou à des tiers. C’est le cas du refuge de Pierredar, qui gère lui-même son accès principal: «Il est mis à mal par les laves torrentielles qui tendent à augmenter. Dès qu’il y a un orage violent, tout vient en bas.» Un coût supplémentaire et un risque pour les randonneurs, toujours plus nombreux.

## Les cabanes de montagne ont le vent en poupe

Le CAS enregistre à ce titre une hausse marquée de la fréquentation. En 2025, les cabanes membres ont totalisé 409’000 nuitées, soit une progression de 12,7% par rapport à l’année

précédente – un record. À Pierredar, qui dispose d’une vingtaine de lits en dortoir, près de 700 nuitées ont été enregistrées ces deux dernières années, entre mi-juin et le week-end du Jeûne fédéral. «Jusqu’à 2025, on atteignait par les 500 nuitées et on était déjà content», explique Paul-Henri Vallotton. Un succès qui exige aussi des investissements pour adapter les refuges.

Pour toutes ces raisons, Paul-Henri Vallotton estime qu’une aide cantonale, directe ou indirecte, serait la bienvenue: «Il est urgent d’adapter les refuges au dérèglement climatique. Il y va de la préservation de ce patrimoine.»

## Un policier accusé d’avoir cassé les côtes d’un homme qui fuyait un contrôle

**Lausanne** Mardi devant le Tribunal, le Ministère public a, dans le doute, abandonné les accusations.

Un policier lausannois, membre de police secours, comparaitrait ce mardi devant le Tribunal de police de l’arrondissement de Lausanne pour lésions corporelles simples et pour abus d’autorité. Il lui est reproché d’avoir fait un usage disproportionné de la force au cours d’une intervention musclée. L’homme qu’il avait interpellé a porté plainte, dénonçant un coup de genou qui lui avait cassé deux côtes et provoqué un pneumothorax.

Les faits remontent à juin 2022 à Lausanne. La police était informée par une femme qu’elle venait d’être importunée par un homme, torse nu, sur la place de la Riponne. Les agents souhaitaient le questionner, mais l’individu a pris la fuite, à pied puis à trottinette. Dans sa course, il a bousculé une dame âgée. Le policier qu’il accuse l’avait pris en chasse en voiture, puis à pied, mais en vain. C’est un de ses collègues qui l’avait finalement arrêté sur la passerelle qui enjambe la place de l’Europe. Ils seront trois au final pour maîtriser cet homme «hystérique, hurlant, agité et oppositionnel», selon eux.

«Lui avez-vous donné ce coup de genou alors qu’il était au sol?» lui a demandé la présidente du Tribunal. Quatre ans après les faits, le prévenu a de très mauvais souvenirs. Il se réfère à son rapport de l’époque. «Je ne m’en souviens pas, mais je ne peux pas l’exclure. C’est une pratique qui nous est enseignée à l’école de police de Savatan si un individu se montre agressif. Les coups de genoux ou de pieds peuvent s’avérer opportuns. Cela arrive régulièrement à Lausanne.» Et l’accusé de préciser qu’un individu au sol n’est pas forcément maîtrisé, du moins tant qu’il n’est pas menotté.

Pour l’avocate du plaignant, le droit d’interpeller ne donne pas à la police le droit de violenter, et un coup de genou d’une telle intensité ne peut être administré qu’en cas de légitime défense. Quand il a finalement rejoint le fuyard, ce dernier était déjà allongé sur le ventre par un collègue, une main maintenue dans le dos. Pour elle, il y a bien lieu de retenir l’abus d’autorité et les lésions corporelles simples.

Le Ministère public, ne pouvant identifier lequel des trois agents a donné le coup de genou, a abandonné toutes les accusations contre le policier. Son avocat s’en est réjoui, affirmant qu’il serait impossible au Tribunal d’identifier l’auteur de ce coup, ni même d’assurer s’il a bien été donné. Et quand bien même il y aurait eu le coup de genou par son client, il aurait été proportionnel à la situation. «Mon client s’est comporté comme la loi le lui ordonne et l’y autorise.» Il demande l’acquiescement.

Le jugement sera rendu ultérieurement.

**Marie Maurisse**

**Laurent Antonoff**

**24 heures**  
Mercredi 23 septembre 2026

# «Le changement climatique, c’est maintenant, pas dans dix ans»

**Finance durable** Ex-patron de Danone, Emmanuel Faber préside l’ISSB, organisme chargé d’unifier les normes climatiques mondiales. Il était de passage à Écublens pour un Showcase d’E4S. Entretien.

**Alain Détraz**

Emmanuel Faber fait partie de ces dirigeants d’entreprises soucieux de durabilité. Cet ancien patron de Danone, évincé en 2021, préside depuis l’International Sustainability Standards Board (ISSB), l’organisme chargé d’unifier les normes mondiales de reporting extra-financier. Derrière ce verbiage se cache la mise en place d’un langage universel qui vise à intégrer les risques que représente le changement climatique pour les entreprises. L’installation de son siège à Genève en 2027 a été saluée, et soutenu, cet été par la Confédération.

Présente aux quatre coins du monde (Francfort, Montréal, Pékin et Tokyo), l’ISSB dépend de la Fondation IFRS qui établit des standards mondiaux en matière de finance. Tout cela est-il vraiment utile, alors que l’on n’entend presque plus parler des critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance)? On en parle avec Emmanuel Faber, qui était invité il y a quelques jours à Écublens dans le cadre de Showcase, une conférence organisée par le centre académique Enterprise for Society Center (E4S), qui regroupe l’Université de Lausanne, l’IMD et l’EPFL.

**En Suisse, nous avons des grands patrons humanistes comme André Hoffmann? Partagez-vous ses positions sur un capitalisme durable?** Oui, je le connais et je partage ses positions. C’est sur le mot «capitalisme» que j’ai une réserve: je lui préfère celui d’«économie de marchés», qui répond selon moi à la fonction réelle de l’économie. Le capitalisme, soit la nécessité d’amasser et d’in-



Après avoir dirigé Danone, Emmanuel Faber préside désormais l’International Sustainability Standards Board (ISSB). L’organisme installera son siège à Genève en 2027 avec le soutien de la Confédération.  Kiran Ridley/AFP

vestir du capital, est un moyen. Ça ne peut pas être une fin.

**Vous avez été débarqué de Danone en 2021 après avoir porté l’idée qu’une entreprise doit servir autre chose que ses actionnaires. Votre action à la tête de l’ISSB repose-t-elle sur les mêmes convictions?** Oui, bien sûr. Danone est une entreprise à mission et elle l’est restée. On m’a proposé, en me confiant l’ISSB, de mettre en place à l’échelle systémique des sujets qu’on avait explorés, parfois en pionnier, chez Danone.

**Votre éviction a-t-elle renforcé ces convictions?**

On avait sans doute atteint les limites de ce qu’une entreprise peut faire seule, sans changement systémique. Aujourd’hui, 45 pays vont rendre obligatoire le reporting des risques climatiques. Le changement climatique, c’est maintenant, ce n’est pas dans dix ans. Chez Danone, les actionnaires ont soutenu nos investissements dans l’agriculture régénératrice, mais c’est compliqué pour un conseil d’administration d’avancer si les métriques ne sont pas partagées par tous.

D’où la nécessité d’un langage mondial.

**Pour une PME romande qui exporte vers l’Europe, qu’est-ce qui va changer dans son quotidien?**

Ces normes ne s’appliquent pas aux petites entreprises. Si elle est de taille moyenne, elle travaille probablement avec de grandes entreprises qui, elles, y seront soumises. Et nos normes regardent toute la chaîne de valeur, jusqu’aux fournisseurs de ses fournisseurs. Elle pourra être questionnée sur l’impact du changement cli-

matique sur sa capacité à produire. La Suisse romande est peut-être moins concernée que d’autres régions, mais je n’en suis pas sûr: les sécheresses ont touché tout le monde, et on commence à voir l’inflation alimentaire que ça crée.

**Certains associent ces normes à de la paperasse et des consultants bien payés, avec peu d’effets sur le terrain...**

J’ai dirigé une grande entreprise, donc je vois de quoi vous parlez. Nous ne disons pas ce qui est bien ou mal. Ça, c’est le rôle des gouvernements. Nous créons un langage qui permet à tous de parler de la même chose. Et nous allons remplacer, à terme, la quasi-totalité des plus de 500 labels ESG qui existent aujourd’hui. Pour une PME vaudoise, ça signifie ne plus avoir un client qui demande des informations selon une norme X et un autre selon une norme différente. C’est un vrai gain de temps.

**Des labels comme B Corp reposent beaucoup sur ces critères ESG. Ça signifie que B Corp est en danger?**

Non, B Corp, c’est une grande aventure Danone: elle était première B Corp de cette taille aux États-Unis, en 2018, et aujourd’hui la plus grande du monde depuis 2025. Avec l’ISSB, nous produisons du langage. Et B Corp pourra très bien s’appuyer sur nos normes pour son évaluation d’impact.

**L’ISSB s’installe à Genève. La région lémanique devient-elle un centre de gravité pour vous?**

On a besoin d’un écosystème qui valorise le multilatéralisme: on ne gagnera pas la bataille du climat sans lui. Ge-

nève abrite des organisations proches de ce qu’on fait, comme l’OMC ou l’OIT, et la Suisse montre depuis dix ans un intérêt grandissant pour la finance durable. Nous avons reçu un soutien financier de la Confédération, du canton et d’acteurs économiques et philanthropiques pour cette implantation. Et nous ne ferons aucun autre bureau: Francfort continue de porter notre engagement avec l’Union européenne (*ndlr: celui de Pékin en fait de même de son côté de la planète*).

**Les jeunes qui vous écoutent, doivent-ils être optimistes ou inquiets en vous entendant parler de «résilience climatique»?**

La résilience, c’est la capacité d’absorber des chocs et de s’y adapter. Avec les incendies presque chaque année et les conflits d’usage sur l’eau, ce sont des sujets qui travaillent très sérieusement les jeunes que je croise. Certains se réfugient dans une forme de déni pour vivre une jeunesse aussi normale que possible. On a une vraie responsabilité à leur égard: c’est trop facile de dire que ce sera à leur génération de régler ça.

**Dans dix ans, si votre travail a abouti, qu’est-ce qui aura changé dans la vie des gens?**

On aura donné aux entreprises et à la finance les moyens de financer la transformation de nos modes de vie, des infrastructures, de l’adaptation climatique. Parce qu’on travaille à très grande échelle: la comptabilité, c’est le langage des marchés de capitaux. Avec le marché bancaire, ils représentent cent fois le PIB de la France, soit près de près de 300’000 milliards d’euros.

## Des élus de tous bords veulent créer une liste noire des employés de crèche

**Protection de la petite enfance** Une motion sera débattue au Grand Conseil.

Le Canton veut agir vite sur ce sujet sensible, en attendant que la Confédération s’y mette.

L’incarcération récente d’un éducateur d’une crèche de Saint-Sulpice, soupçonné d’attouchements sur un jeune enfant, a relancé le débat sur le contrôle des antécédents du personnel de ces établissements. Le député Vert Yannick Maury en a fait l’objet d’une motion déposée auprès du Grand Conseil.

## Berne attend un rapport complet fin 2027

Sa proposition vise à créer une liste noire des éducateurs, plus précisément un registre vaudois et romand des personnes interdites

d’exercer dans l’accueil de la petite enfance. À Berne, une proposition identique a recueilli le soutien de tous les partis, mais le Conseil fédéral veut attendre un rapport complet sur les abus sexuels commis sur des mineurs, dont la rédaction ne devrait pas s’achever avant la fin de 2027.

«Je trouve scandaleux que le Conseil fédéral se voile paternellement la face, estime Yannick Maury. En attendant une loi fédérale, le Canton de Vaud peut déjà se mettre au travail de manière accélérée pour créer ce registre, et

pourquoi pas en entraînant avec lui les autres cantons romands.»

## Un modèle intercantonal existe déjà

L’idée du député est de suivre un modèle qui existe déjà: la liste des professeurs auxquels le droit d’enseigner a été retiré. Cette liste intercantonale, entrée en vigueur en 2025, est gérée par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l’instruction publique (CDIP). Elle compte actuellement 111 noms. Un retrait du droit d’enseigner peut être motivé par des faits de nature pénale ou

d’un autre ordre (maladie, dépendance).

## 60 signataires de tous les partis

«Nous pourrions faire la même chose avec le personnel de structures d’accueil de jour ou avec hébergement», explique Yannick Maury. Pour y être inscrit, il faudrait avoir été condamné par la justice ou avoir eu un comportement incompatible avec la profession – ce qui devrait être étayé par des faits établis, par exemple par une direction d’établissement.» Le fichier permettrait d’éviter

qu’une personne à risque ne soit engagée dans une autre structure ou un autre canton. Son idée a fait mouche, puisque sa motion a été signée par 60 députés de l’UDC à Ensemble à Gauche et POP, en passant par le PLR, les socialistes et les Verts libéraux – près de la moitié des effectifs du Grand Conseil. «L’intégrité physique et psychique des enfants est un sujet qui mobilise largement», constate Yannick Maury. La motion sera débattue prochainement au Grand Conseil.

**Marie Maurisse**

**Laurent Antonoff**

PUBLICITÉ

**FOIRE AUX VINS**

PLUS DE 300 VINS EN ACTION JUSQU'AU 3 OCTOBRE

74.- 6 x 75 cl

**53.-**

L'As de Cœur Assemblage de cépages rouges Vaud AOC 2024

15.- kg

**10.-** +

Cou de porc frais de Suisse, env. 2 kg

3.25 pièce

**1.95**

Mangue Jumbo du Brésil

22.- kg

**14.90**

Filet de saumon frais, 1-1.4 kg avec peau, de Norvège

**ALIGRO**

OUVERT À TOUS!